



**Rapport annuel d'activités**

**2018**

# Table des matières

1.Introduction .....	3
2.Bilan des activités .....	<b>Erreur ! Signet non défini.</b>
2.1. Les activités réalisées et résultats obtenus .....	4
2.2. Des rencontres clés .....	20
2.3. Difficultés et approches de solution .....	21
2.4 Perspectives.....	22
3. Conclusion .....	23

## 1. Introduction

Selon Ban Ki-Moon, ancien Secrétaire Général des Nations Unies (2007-2016) « l'égalité entre les femmes et les hommes est un avantage pour tous, et nous avons tous à gagner à voir les femmes et les filles réaliser tout leur potentiel ». La question de l'égalité hommes -femmes constitue de nos jours un enjeu de développement. Les cadres politiques et institutionnels au niveau international et régional ont pour soubassement le respect du principe de l'égalité reconnu depuis des décennies par les instruments juridiques.

Dans le but d'atteindre les objectifs de développement durable, les Etats prennent des mesures et développent des stratégies en vue d'instaurer un climat favorable à la participation de tous à la vie politique, publique et sociale. A l'instar d'autres pays, le Togo s'est engagé à promouvoir l'égalité de genre et l'autonomisation des femmes et des filles et met progressivement en place un cadre juridique permettant aux citoyens de faire respecter les droits de chaque citoyen et de susciter la participation des différentes couches de la population au processus de développement

Promouvoir les droits fondamentaux des filles et des femmes, favoriser leur implication à la vie sociale et politique, faire participer les hommes aux diverses actions pour la valorisation de la place de la femme, amener les femmes à pouvoir s'imposer en tant qu'actrices de changement, à saisir les opportunités économiques et sociales qui s'offrent à elles, voilà les défis que le Groupe de réflexion et d'action Femme, Démocratie et Développement(GF2D) s'engage à relever à travers ses programmes et projets.

En 2018, le contexte national a été marqué par une instabilité socio politique dues à plusieurs manifestations de rues sous tendues par des revendications populaires dont les plus importantes sont les réformes constitutionnelles et institutionnelles devant aboutir à la limitation des mandats présidentiels et à la révision du système électoral. Ces dissensions entre les acteurs politiques a conduit à un dialogue entre le parti au pouvoir et l'opposition sous la médiation de la CEDEAO. L'un des résultats de ce dialogue est l'organisation des élections législatives à la suite desquelles une femme fut élue pour la première fois à la tête du Parlement. Par ailleurs, en juin 2018, un nouveau Code foncier a été adopté pour règlementer le secteur. En outre le Plan National de Développement a été validé et adopté pour 2018-2022.

Au niveau interne, le GF2D s'est engagé à mettre en œuvre à travers le CRIFF les différents projets et programmes avec l'accompagnement de ses partenaires en vue de répondre à la mission qu'il s'est assigné. "Ne laisser aucune fille, ni aucune femme de côté" a été le principe qui a guidé les interventions du CRIFF/GF2D durant l'année 2018. Sur le plan administratif, des changements ont été apportés au sein de l'équipe opérationnelle.

Le présent rapport rend compte des activités menées par les quatre (04) programmes à savoir : le programme des services juridiques, le programme d'éducation civique pour les femmes, le programme socio-économique et le programme des jeunes. Il est articulé autour de 03 points : le bilan des activités menées, les difficultés rencontrées et les perspectives.

## 2. Bilan des activités

Les activités réalisées s'articulent principalement autour des quatre programmes du GF2D: (i) le programme des services juridiques, le programme d'éducation civique pour la femme, le programme socio-économique et le programme des jeunes.

### 2.1. Les activités réalisées et résultats obtenus

## Programme des Services Juridiques

**Objectif** : Lutter contre l'ignorance juridique des femmes et contre les violences multiformes à leurs égards

Trois projets et trois activités ont été mis en œuvre dans ce programme avec l'appui financier et technique de ...

### ✓ **Projet de vulgarisation du Code des personnes et de la famille et du Code Pénal avec l'appui de la Banque Mondiale**

- les capacités de 81 officiers/agents de l'Etat civil et parajuristes ont été renforcés sur les réformes relatives au Code des personnes et de la famille et le Code Pénal. Ces derniers ont une meilleure connaissance des nouvelles dispositions juridiques pour une protection accrue des femmes et filles contre les violations ;
- 23754 personnes sont informées et sensibilisées sur les dispositions juridiques relatives au mariage et régimes matrimoniaux, divorce, droits successoraux de la femme, la filiation.

### ✓ **Renforcement de la protection communautaire des enfants avec la loi dans les régions maritime et plateaux grâce au partenariat avec UNICEF,**

- 63 parajuristes des régions Maritime et Plateaux ont une meilleure connaissance des droits des enfants, des différents types de violences auxquels ils sont soumis, des mécanismes et méthodes de protection et d'accompagnement des enfants en conflit avec la loi ;
- 18 réseaux préfectoraux pour la protection de l'enfant y compris les enfants en conflit avec la loi ont été mis en place et mènent des activités d'éveil de conscience dans les deux régions ;
- 3338 personnes (1292 femmes et 1016 hommes, 556 filles et 474 garçons) représentant différentes couches sociales ont pris conscience de l'importance de l'enregistrement des naissances, des droits des enfants et de la nécessité de protéger les enfants contre les diverses formes de violence à travers 44 sensibilisations organisées dans 18 préfectures au Togo.
- Une assistance juridique et un suivi de proximité ont été apportés aux enfants en conflit avec la loi et leurs familles pour éviter la stigmatisation et la récidive.

L'UNICEF a apprécié les résultats obtenus à la fin du projet, surtout l'approche communautaire utilisée par le GF2D pour vulgariser les droits des femmes, des enfants et apporter l'écoute et l'assistance juridique aux groupes vulnérables. Une possible extension du projet à d'autres régions a été retenue.



## ✓ Foire aux droits de la femme à Hédzranawoé

La foire aux droits de la femme est une initiative dont les résultats ne cessent de croître au cours des différentes éditions. Ainsi pour la quatrième édition :

- Le partenariat multi acteurs s'est renforcé avec la présence des partenaires au développement (l'UNFPA, le PNUD, la BID), des acteurs judiciaires (CSM, Barreau, CNNT, CNHT) des professionnels de la santé du secteur privé et public (DSMI, CNTS, Clinique BIASA, ASSAFETO, ATBEF), des organisations intervenant dans le domaine de l'entrepreneuriat (INNOV'UP, ECHOPPE), des ODDHs (CACIT, WILDAF-TOGO, ONG CAFE) ;
- Dix (10) stands au total ont été tenus par les organisations de la société civile (CACIT, GF2D, WILDAF-TOGO, ONG CAFE, INNOV'UP, ASSAFETO, ATBEF), des acteurs para étatique et étatique (CNTS, le Ministère de la justice) ;
- Des consultations médicales gratuites, des audiences foraines pour l'établissement des jugements supplétifs tenant lieu d'acte de naissance et des certificats de nationalité, des causeries débats sur différents thèmes, des conseils en entrepreneuriat.
- 03 émissions radiophoniques ont été animées sur les radios Lomé, Nana FM, Pyramide FM.

Ces activités ont permis de mobiliser environ 3000 personnes durant trois jours pour les résultats suivants :

- 490 personnes dont 301 femmes et filles ont eu des jugements supplétifs tenant lieu d'acte de naissance ;
- 417 togolais dont 290 aux femmes et aux filles ont eu les certificats de nationalité.
- 39 personnes dont 25 femmes ont été prises en charge juridiquement pour la résolution de leur problème ;
- 841 hommes et femmes ont bénéficié des consultations médicales en l'occurrence 237 dépistage du VIH/SIDA, 171 dépistage du col de l'utérus, 376 pour le cancer de sein, 57 pour la planification familiale). D'autres services ont été également offerts tels que les conseils en cycle menstruel, dépistage et prise en charge du VIH/Sida, distribution de préservatifs.

Placée sous le thème « La place de la femme dans le développement durable », la foire a offert l'opportunité à la population en général et aux femmes en particulier d'échanger autour de cinq (05) thématiques

- Les actes de l'état-civil
- La santé de reproduction
- Le Don de sang
- L'entrepreneuriat féminin
- Femme et successions

✓ **Journées portes ouvertes « Ensemble contre les violences sexuelles au Togo » dans cinq (05) préfectures Assoli, Ogou, Kloto, Zio et Lacs**

Dans le cadre des "16 jours d'activisme "contre la violence faite aux femmes et aux filles, des journées portes ouvertes sur les centres d'écoute ont été organisées dans les préfectures d'Assoli, Ogou, Kloto, Zio et Lacs du 27 au 30 novembre. Placée sous le thème « Ensemble contre les violences sexuelles au Togo », les journées portes ouvertes ont eu pour objectif de contribuer à l'épanouissement et au bien-être de la femme et de la jeune fille pour son engagement dans le développement de sa communauté à travers des campagnes d'information et de sensibilisation.

En prélude aux activités, une cérémonie de lancement des activités a été organisée par le GF2D et d'autres organisations de défense des droits des femmes regroupés au sein de la plateforme 'Halte aux violences faites aux femmes' au Centre Communautaire de Bè à Lomé le 27 Novembre 2018. Des représentants des ministères en charge de la promotion de la femme et de la justice, les partenaires techniques et financiers ont participé également à la rencontre. Elle a été l'occasion de présenter les actions à mener par les différentes organisations membres de la plateforme dans le cadre de la campagne et de sensibiliser les participantes sur les violences sexuelles et leurs conséquences sur les femmes et les filles en particulier, et la société en général.

Dans les préfectures, les activités réalisées ont porté sur (i) les causeries-débats l'autonomisation de la femme, les violences sexuelles : les causes, les manifestations, les conséquences et la prise en charge juridique et psychosociale, les stratégies communautaires de lutte contre les violences basées sur le genre, (ii) l'animation de deux (02) boutiques, la boutique de consultations juridiques et psychologique dans les 05 centres, la boutique d'établissement de pièces administratives à Assoli et dans le Zio

Ces journées portes ouvertes ont été l'occasion d'informer et d'outiller les populations sur les droits des femmes et des filles et la responsabilité de chaque acteur de contribuer au respect des droits. Les résultats obtenus sont :

- plus de 800 personnes (hommes, femmes, jeunes) ont participé aux activités;
- 399 pièces administratives délivrées dont 240 jugements supplétifs et 159 certificats de nationalités ont été établis. 251/399 femmes ont bénéficié de ces pièces;
- 60 femmes ont bénéficié des conseils juridiques et psychologiques ;
- Une satisfaction des parents, des autorités locales, des acteurs judiciaires, des services techniques déconcentrés de l'Etat par rapport à l'établissement des pièces administratives;

L'innovation de cette édition a été l'intervention des psychologues lors des consultations et des causeries et l'établissement des pièces administratives en l'occurrence les certificats de nationalité et les jugements supplétifs. Comme leçons apprises lors de ces journées portes, nous pourrions dire que:

- la facilitation de l'accès aux pièces administratives (naissance, jugement supplétif et nationalité) constitue un outil clé pour les femmes de se sentir en confiance et de pouvoir accéder facilement aux services
- L'intérêt et l'engagement des acteurs judiciaires et des services techniques de l'Etat ont été un facteur important au succès des activités.
- Il importe de diversifier les services offerts lors des prochaines journées portes, organiser par exemple des formations sur les activités génératrices de revenus

✓ **Les centres d'écoute et d'assistance juridique**

Les centres d'écoutes et d'assistance juridique représentent l'un des services prioritaires du programme des services juridiques du GF2D. Ils offrent à ses visiteurs des services d'écoute, de conseil, de règlement à l'amiable (conciliation). Au-delà de cet accompagnement, des émissions radiophoniques, une foire annuelle et des journées portes ouvertes sont organisées pour mieux sensibiliser les populations, particulièrement sur les droits de la femme et rapprocher le service juridique des communautés.

***Gestion des centres d'écoute et d'assistance***

Ces centres ont été visités majoritairement par les femmes. 1002/1500 cas prévus ont été reçus aux centres d'écoute. Les cas reçus sont de motifs divers: violences physique, verbale, psychologique, succession, prise en charge, refus de paternité, aide financière, viol, garde d'enfants, mésentente conjugale, pièces administratives, problème foncier, sexualité précoce, viols et conflit de travail. Essentiellement les plaintes portent sur les violences économiques, psychologiques.



**Tableau : Synthèse des cas reçus dans les 06 centres relativement aux motifs**

	<b>Lomé</b>	<b>Aného</b>	<b>Tsévié</b>	<b>Bafilo</b>	<b>Kpalimé</b>	<b>Atakpamé</b>	<b>Total</b>
<b>Succession</b>	75	00	03	03	05	04	90
<b>Violences physiques</b>	33	00	21	10	07	11	86
<b>Violences psychologiques</b>	147	15	00	19	10	25	211
<b>Garde d'enfants</b>	32	00	00	06	01	00	39
<b>Violences économiques</b>	166	15	26	12	07	14	248
<b>Violences sexuelles</b>	11	00	05	00	04	03	23
<b>Autres motifs</b>	199	17	28	06	28	27	305
			80	56	62	84	
<b>Total</b>	1002						

Sur les 06 centres d'écoute, 03 centres reçoivent plus de cas. Il s'agit des centres de Lomé (663), d'Atakpamé (84) et de Tsévié (80)

Toutefois, l'âge avancé du personnel et l'indisponibilité de certains membres des centres rendent moins efficace l'assistance juridique.

### ***Animation des émissions radiophoniques***

Vingt (26) émissions radiophoniques ont été réalisées par les 06 centres et ont porté sur les thématiques ci-dessus:

- les 16 jours d'activisme contre les violences faites aux femmes,
- les activités des centres d'écoute,
- la journée internationale de la femme,
- l'autonomisation financière de la femme,
- les dispositions du Code des Personnes et de la Famille,
- les VBG, l'autonomisation de la femme,
- la nécessité de l'acte de naissance,
- l'éducation et le leadership de la jeune fille et les moyens de lutte contre la déperdition scolaire

Ces émissions ont été animées par les parajuristes, des membres du GF2D et d'autres personnes ressources. Elles ont permis de mieux communiquer autour des actions des centres d'écoute et d'assistance juridique.

### ***Mission de supervision des centres d'écoute***

Une mission conjointe de suivi a été réalisée par la Direction Générale du Genre et de la Promotion de la Femme, le GF2D et l'UNFPA. Cette mission sur les 13 centres est faite du 27 mai au 1er juin puis du 06 au 08 juin 2018 pour améliorer les prestations des centres d'écoute, de conseils et d'assistance juridique gérés par le Ministère de l'action Sociale et par le GF2D. Spécifiquement, il s'est agi au cours de cette mission de: (i) vérifier l'opérationnalité et la fréquentation des centres d'écoute, (ii) relever les difficultés éventuelles rencontrées par les prestataires et y apporter des approches de solutions dans la mesure du possible (iii) mettre à niveau le personnel des centres d'écoute sur le remplissage des fiches mensuelles du DHIS 2.

Ce suivi a permis d'améliorer les procédures et stratégies utilisées dans la gestion des cas. Une réflexion sur des possibles procédures et pratiques communes à utiliser par tous les centres d'écoutes ont été émises. Un partage d'expérience sur la gestion des cas reçus dans d'autres centres d'écoutes a été fait ; cela a permis aux personnels de chaque centre d'améliorer les pratiques.

Des recommandations ont été formulées aux gestionnaires des centres d'écoute, au GF2D, à la Direction Générale du Genre de la Promotion de la Femme et à l'UNFPA pour une gestion efficace des centres d'écoute et d'assistance juridique (cf. rapport de mission).

- **Fonds d'assistance juridique aux femmes et aux filles, financé par la coalition FAJVV**

Cette action a été formulée dans le cadre de la lutte contre les violences faites aux filles et femmes et pour appuyer l'action du Gouvernement à réaliser ses engagements nationaux et internationaux en vue d'une meilleure protection des droits de la femme et des enfants.

Le projet est créé grâce à un partenariat entre le Ministère de l'Action Sociale, de la Promotion de la Femme et de l'Alphabétisation, PLAN International TOGO, le GF2D, la Banque Orabank, la Société Sodigaz et la Société POMAR, qui sont les membres fondateurs. Par ailleurs pour une plus large défense des droits de la femme et de l'enfant, les organisations telles que FAWE (Forum des Femmes Africaines Éducatrices), FODDET (Forum des Organisations de Défense des Droits des Enfants au Togo) et le Centre KEKELI y sont associés.

Des activités n'ont pas pu être menées parce que le comité de pilotage du projet n'a pas pris de décisions pour débloquer les fonds pour la prise en charge des victimes.

## Programme socio-économique

**Objectif:** Vise à l'amélioration du statut social et économique de la femme.

Pour contribuer à l'atteinte de l'objectif de ce programme, quatre (04) projets/programmes sont mis en œuvre

- **Implication des hommes et des garçons dans les politiques et programmes de santé sexuelle et reproductive fondée sur les droits (SSRD) et les violences basées sur le genre (VBG) au Togo financé par IAMANEH SUISSE**

Dans le cadre de cette action:

- Une étude des politiques et programmes en matière de SSRD et la lutte contre les VBG et la cartographie des principaux acteurs prenant en compte l'approche transformatrice de genre et impliquant les hommes et garçons dans ces politiques ont été réalisées et sont disponibles
- 35 acteurs ont validé les deux documents au cours d'un atelier à Lomé. Ces acteurs sont composés des représentants des ministères de la santé, du ministère de l'Action Sociale, de la Promotion de la Femme et de l'Alphabétisation, de la planification et du développement et des OSC intervenant dans le secteur de la santé de reproduction et des VBG.

Quelques points relevés par l'étude ont montré que:

- Les politiques et programme en matière de SSR ne définissent pas systématiquement le rôle et l'engagement des hommes et garçons pour la transformation des normes de genre
- Les politiques en matière de SSR et de lutte contre les VBG se heurtent à la disponibilité des données cohérentes, d'un budget adéquat et des ressources humaines suffisantes pour soutenir la mise en œuvre des actions des programmes

Les discussions se poursuivent avec le partenaire pour l'identification des axes de partenariat et l'élaboration de la note conceptuelle dans le cadre d'un programme triennal.

- ✓ **Appui à la réduction de la mortalité maternelle et infantile en Afrique francophone et Haïti financé par ONU Femmes**

Les résultats prévus dans le cadre de ce projet sont :

- Au moins 300 appels sont reçus et 100 victimes ont bénéficié d'une assistance grâce à l'installation de la ligne verte

- 20 000 personnes sont touchées par les campagnes de mobilisation communautaire des plateformes et des réseaux de papas champions sur la prévention des violences basées sur le genre.
- 400 femmes et filles victimes de violences ont bénéficié d'un accompagnement juridique et médical au niveau des centres d'écoute, des plateformes et des centres de formations sanitaires dans les dix-huit (18) districts sanitaires du projet ;
- Au moins 150 femmes ont bénéficié d'un appui pour le développement ou le renforcement de leurs activités économiques

Au cours de l'année 2018, les activités menées ont porté sur **(i)** la mise en place d'une ligne verte , **(ii)** l'organisation des campagnes de mobilisation communautaire des plateformes et des réseaux de papas champions sur les Violences Basées sur le Genre (VBG) et la Santé Sexuelle de Reproduction des Jeunes (SSRJ), **(iii)** la prise en charge juridique et médicale des victimes au niveau des plateformes de dialogue communautaire, des centres d'écoutes et les centres hospitaliers préfectoraux (CHP) dans les 18 districts sanitaires, **(iv)** la formation des prestataires de services sur le soutien psychosocial de base des victimes de violence.

Ces activités réalisées sur toute l'étendue du territoire ont permis d'obtenir les résultats suivants:

- le renforcement de capacités techniques de 35 prestataires (des services des centres d'écoute et d'assistance juridique de l'Etat, des OSC et des membres des plateformes communautaires de Mango et Sokodé) sur le soutien psychosocial de base des victimes de violences
- 832 411 personnes touchées par les 21 campagnes de sensibilisation et les 16 émissions radiophoniques des plateformes de dialogue communautaire et réseaux de papas champions portant sur les conséquences des violences sexuelles surtout le viol des mineurs ainsi que les accouchements à domicile. ○ 3117 élèves sont touchés par 12 séances de causeries débats dans les établissements scolaires sur les grossesses précoces, non désirées, les avortements provoqués et leurs conséquences sur la santé sexuelle et reproductive des jeunes.
- La moyenne (3 à 8) des filles qui abandonnent les classes pour les raisons de grossesses précoces dans les établissements scolaires des principales villes de la région des Savanes et de la Kara est connue des responsables des établissements scolaires et partagée avec les animateurs locaux.

- 13 enlèvements de filles (élèves et apprenties) pour des mariages forcés dans les préfectures de Dankpen et de Kpendjal et 7 cas d'excision dans la préfecture de Cinkassé sont signalés. ○ 804 personnes ont bénéficié d'une assistance juridique et d'un accompagnement psychosocial au niveau des centres d'écoute de Lomé, de Bafilo et des plateformes de dialogue communautaire.
- 4 auteurs de violences physiques et de viol sur mineurs sont déférés dans les prisons de Dapaong, Sokodé et Lomé. ○ 153 victimes ont reçu une prise en charge médicale dont 78 cas de viol sur mineurs dans les 18 districts sanitaires du projet.
- 234 femmes et jeunes filles survivantes de VBG identifiées dans les 7 préfectures (Golfe, Zio, Vo, Tchaoudjo, Assoli, Guérin Kouka et Oti) ont reçu un appui financier pour la réalisation des activités génératrices de revenu (234/200 prévues ont été soutenues)

La ligne verte n'a pas été opérationnelle au cours de l'année pour des raisons de formalités administratives au niveau de l'Autorité de Réglementation des Secteurs des Postes et Télécommunications (ARTP), Des dispositions sont prises pour la rendre opérationnelle au début au second trimestre de 2019

Promotion d'une citoyenneté communautaire à travers la sensibilisation sur la carte d'identité biométrique et la lutte contre les tracasseries aux postes frontaliers du Togo financé par OIM, la Commission de la CEDEAO, l'Union Européenne

Les principales activités réalisées dans le cadre de ce projet ont été:

- Trois (03) rencontres organisées au sein des collectivités locales de la zone d'intervention du projet aux trois (3) postes frontaliers ont permis à 79 acteurs concernés d'avoir une meilleure connaissance des activités du projet et de documenter les bonnes pratiques pour la promotion de la libre circulation des personnes et des biens dans l'espace CEDEAO.
- Un cadre d'échanges est organisé avec la participation de 71 acteurs clés dont les nationaux, les experts des ministères en charge de l'immigration du Bénin, Burkina Faso, du Ghana, du Nigéria, du Sénégal et de la Côte d'Ivoire qui ont partagé les expériences sur les tracasseries aux postes frontaliers et l'opérationnalité de la Carte Nationale d'Identité Biométrique

La demande pour la mise en place des comités locaux de surveillance sur les frontières n'est pas encore accordée par le Ministère de la Sécurité et de la Protection Civile. Cette situation ne facilite pas la poursuite des activités.

✓ **Initiative Kilimandjaro : "Les femmes au sommet du monde"**

L'initiative Kilimandjaro est une mobilisation des femmes rurales de l'Afrique à travers un moment emblématique au pied du mont Kilimandjaro au mois d'octobre 2016 d'où la dite dénomination. Elle a été conçue suite à une réunion que les femmes rurales africaines ont tenue avec les membres des organisations de la société civile en Tanzanie.

Le GF2D a implémenté en collaboration avec WILDAF-AO ce projet qui entend défendre les droits fonciers des femmes en mobilisant les femmes rurales et à faire connaître les impacts négatifs de cette situation sur les femmes et le développement. Cette action a permis d'outiller 30 femmes rurales et vulgariser le code foncier.

✓ **Projet "RECONCILIATION/DROITS DE L'HOMME ET REDUCTION DES CAS D'IMPUNITE AU TOGO" avec l'appui de l'Union Européenne**

Ce programme est mis en œuvre par un consortium de 4 associations dont le GF2D. Comme objectifs de ce programme: contribuer au renforcement de la capacité des organisations de la société civile en vue de la consolidation et le respect des droits de l'Homme au Togo, et participer à l'enseignement des droits de l'Homme et au renforcement de la lutte contre l'impunité au Togo.

Deux (2) ateliers ont été organisés à l'endroit de quarante (40) magistrats chargés de la protection des droits de l'Homme sur les mécanismes régionaux et internationaux à Lomé et à Kara.



## Programme d'Education civique pour les femmes

**Objectif:** Promouvoir la participation des femmes à la vie publique et politique

- ✓ **Académie de formation politique des femmes et jeunes filles en leadership politique grâce au financement de Hanns Seidel**

Pour l'année 2018, les sessions de formation sont organisées en 2 étapes

- Une 1<sup>ère</sup> étape de sessions organisées dans 3 villes (Lomé, Atakpamé et Kara) a permis de renforcer les capacités de 73 femmes et jeunes filles des partis politiques et associations en processus électoral. Rappelons que femmes sont identifiées dans les 5 régions administratives y compris Lomé Commune;
- Une 2<sup>ème</sup> étape a permis de sélectionner 20 potentielles candidates sur les 73 préalablement formées. Cette option a été faite en vue d'habiliter les académiciennes désireuses de se présenter aux élections locales et législatives prévues pour décembre 2018. A la fin de cette formation, elles ont créé une plate forme whatsApp pour échanger et partager leurs expériences.

Les modules facilités lors de ces sessions de ateliers portent sur

- Le processus électoral;
- Les Institutions de la République et la loi électorale;
- Les conflits liés aux élections;
- Le monitoring des droits humains en période électorale : Rôle des différents acteurs;(partis politiques, organisations de la société civile;
- L'observation électorale : Comment observer les élections;
- Les stratégies de communication en politique;
- Simulation des débats entre les candidates;
- L'élaboration et la gestion de projets.

Quelques retours des formations

- Les académiciennes de la région Centrale ont sensibilisé leur communauté sur la non-violence et le maintien de la paix lors des manifestations populaires.
- 05 femmes issues de 04 partis politiques se sont présentées aux élections législatives (UNIR, NET, MPDD, UFC) et la candidate de l'UFC est représentée au parlement.
- L'équipe de projet a reçu des félicitations et encouragements officiellement de la part des responsables des partis politiques et associations ayant participé aux formations qui apprécient fortement la qualité de l'organisation et la pertinence des sujets abordés, ce qui prouve que les participantes procèdent à des séances de restitution de la formation à leurs structures de provenance.

## Programme des jeunes

**Objectif:** Renforcer les capacités des jeunes filles et jeunes garçons sur les thématiques telles que le leadership, la culture de l'excellence, l'entrepreneuriat ou encore la culture de la paix et de la non-violence.

✓ **Programme d'autonomisation des filles au Togo dans les Préfectures de Zio et Lacs, Carrefour International**

Cette deuxième phase du programme de promotion du leadership des filles en milieu scolaire est exécutée dans 2 préfectures (Zio, Lacs) de la Région Maritime. La stratégie d'intervention est d'outiller les filles sur la santé sexuelle et reproductive, les violences afin qu'elles soient de relais auprès de leurs pairs. Une approche expérimentée à la 1<sup>ère</sup> phase de programme au cours de l'année scolaire 2017/2018 dans le Zio a permis de mettre en place des clubs de garçons pour le changement afin qu'ils soient des agents de changement et des leviers pour l'élimination des discriminations faites aux filles.

Les résultats attendus de ce programme sont:

- Les membres des clubs (filles et garçons) dans toutes les écoles ont leurs compétences renforcées au sujet de l'éducation sur la santé de reproduction, la lutte contre les violences basées sur le genre, sur les droits humains et le leadership de la fille;
- Les élèves (filles et garçons), les enseignants et enseignantes des CEG sélectionnés à Tsévié et à Aného et environs en particulier et la population en général de ces deux villes et leurs régions améliorent leurs connaissances sur la santé de reproduction, sur les violences basées sur le genre, sur les droits humains et le leadership de la fille.

Comme résultats obtenus

- Douze (12) clubs scolaires sont mis en place dont 10 clubs d'autonomisation des filles et 2 de garçons pour le changement dans 10 établissements scolaires des préfectures des Lacs et Zio;
- 150 filles et 30 garçons ont été formés sur la santé de la reproduction, les droits humains, les VBG, le leadership et l'autonomisation, l'utilisation des réseaux sociaux et l'art de communiquer;
- 20 professeurs et 20 parents d'élèves sont formés sur les mêmes thèmes pour accompagner les clubs.

### ✓ **Semaine de la Jeune Fille, "Jeune fille, actrice de son destin"**

La 7<sup>ème</sup> édition de la Semaine de la Jeune fille a été célébrée à Kpalimé. Au cours de 03 journées 242 jeunes dont 129 filles et 113 garçons de 05 établissements scolaires sont sensibilisés sur les grossesses précoces, l'utilisation des réseaux sociaux, l'orientation académique et professionnelle. Deux concours ont été organisés au cours de la célébration.

Au niveau des concours organisés sur l'art oratoire et le défilé de mode traditionnel, six candidats pour l'art oratoire et six pour la meilleure tenue traditionnelle ont été primées.

20 jeunes ont visité une unité de production de savon Kari-Kari et cosmétiques naturels dirigée par une jeune femme.

Cette édition de la semaine de la jeune fille a été une occasion pour les jeunes filles du secondaire d'être outillées à cultiver l'excellence et leur engagement dans la communauté et société. Cette rencontre a permis de jeter une nouvelle base pouvant favoriser le leadership et l'autonomisation de la jeune fille dans la préfecture de Kloto. Il en ressort que les jeunes filles ont besoin d'être suffisamment soutenues.

### ✓ **Club de jeunes "Génération ODD**

- Création de 05 clubs dans 05 établissements scolaires: Lycée de Hedzranawé, Lycée de Tokoin-Est, Lycée 2 Février, Lycée d'Adidogomé moderne 1 et le lycée d'Agoé-Nyivé Centre;
- 90 élèves de 4<sup>ème</sup> et 2<sup>nde</sup> sont formés et 11 professeurs formés sur les 17 ODD;
- 996 élèves ont été sensibilisés sur les ODD 4-5-13 par les membres des clubs;
- 13 causeries éducatives effectuées dans 2 lycées sur les ODD 4-5-13 à Hedzranawé et Tokoin-Est et à Agoé-Nyivé centre ;
- 10 jeunes bénévoles sont formés sur les 17 ODD;
- 2 séances de nettoyage d'établissements scolaires;
- 2 sensibilisations sur l'ODD 5 dans le cadre de la Journée Internationale de la Jeune fille; □ Réalisation d'une vidéo de sensibilisation sur le VIH/SIDA.

### ✓ **Aide aux devoirs**

Cette initiative d'aide aux devoirs a pour but d'appuyer les jeunes filles dans leur apprentissage scolaire. Cette aide aux devoirs est faite à l'école primaire publique de Hédzranawoe. 84 élèves de CP2 et 67 du CE2 ont été appuyés dans leur apprentissage en français et maths par 4 jeunes bénévoles du GF2D.

L'appui à l'aide aux devoirs a débuté à partir du dernier trimestre scolaire et a permis d'améliorer le taux de réussite. De 35/84 admis au 1<sup>er</sup> trimestre le nombre de réussite est passé à 57/84 pour la classe de CP2. Pour la classe du CE2, le nombre de réussite est passé de 32 à 45/67.

### ✓ **Ateliers de perfectionnement aux jeunes pour le milieu professionnel**

En vue de renforcer les capacités des jeunes étudiants, étudiantes et chercheurs d'emploi nouvellement diplômés pour une meilleure employabilité sur le marché du travail.

Cette activité est réalisée à l'endroit des jeunes et a permis d'outiller 47 jeunes lycéens, universitaires et professionnels dont 24 femmes sont formés sur la conception du CV et la préparation à l'entrevue d'embauche. Trois (03) projets soumis par 3 étudiants (formation et AGR pour des jeunes filles-mère, appui scolaire aux jeunes filles en classe d'examens, sensibilisation de jeunes filles sur l'implication dans les sphères de décision publique) ont reçu des prix d'encouragement de la part du GF2D.

Rappelons que ces activités sont menées avec l'appui des volontaires de Carrefour International et des jeunes bénévoles du programme des jeunes

## **Service de la Communication**

**Objectif:** Contribuer à la promotion des droits de la femme par une stratégie de communication efficace

### ✓ **Couverture Média**

Près de 600 articles et 400 reportages ont été effectués. La couverture médiatique s'est développée à l'échelle et a touché un grand public international suite à 152 posts Twitter et 225 posts Facebook.

Une mise à jour régulière du site web. Il a été visité 9 385 fois (légère augmentation de 105 par rapport à 2017)

### ✓ **Réseaux sociaux**

La visibilité du GF2D a été améliorée

Nous notons comme statistique : 3373 j'aime avec 3368 abonnés pour le compte Facebook et 250 abonnés avec 2150 visiteurs pour le compte Twitter.

### ✓ **Parution de manuels de formations**

- 01 guide à l'usage des clubs d'autonomisation des filles et des clubs scolaires pour le changement et 4 guides juridiques sur les droits des enfants ont été produits et diffusés
- Diffusion de communiqués de presse:
  - Il a été rédigé et diffusé 28 communiqués de presse sur les projets et ateliers de formations.

### ✓ **Conception de banderoles et d'affiches**

32 banderoles ont été conçues et près de 2250 affiches pour les divers ateliers et projets.

### ✓ **Conception et affichage de posters**

Des posters sous forme de BD ont été faits pour afficher dans les villes de Kpalimé, Bafilo et Tsévié, pour sensibiliser la population à lutter contre les violences faites aux femmes et à les dénoncer.

### ✓ **Organisation d'émissions**

Des émissions radiophoniques ont été réalisées dans le cadre des journées internationales.

### ✓ **Création d'un court vidéo-entrevue**

Des entrevues avec les bénéficiaires afin d'obtenir leur point de vue sur les formations auxquelles elles ont participé.

## **Secrétariat**

**Objectif:** Contribuer à la bonne gestion des dossiers administratifs et de la correspondance interne et externe (c'est-à-dire disposer d'une bonne stratégie de gestion des courriers, rendre disponible les rapports et compte rendu des réunions du CRIFF, disposer d'une bonne stratégie d'archivage, mettre en place une bonne gestion des calendriers de visite et de représentation aux activités, avoir une bonne gestion des correspondances téléphoniques, avoir une bonne gestion de la caisse et veiller à la propreté du bureau)

Le secrétariat a assuré la gestion administrative du CRIFF/GF2D durant l'année 2018. Il a travaillé sous la supervision de la Secrétaire Générale jusqu'au recrutement de la Nouvelle Coordinatrice en octobre 2018.

Du 1er janvier au 31 décembre 2018 nous avons réceptionné au total 337 courriers arrivés dont 199 invitations et au départ 122 courriers.

## 2.2. Des rencontres clés

Institutions	Objet	Date, Heure et Lieu
<b>Sur le plan national</b>		
<b>Ministère de l'Action Sociale</b>	Revue annuelle de mise en œuvre de la lettre de mission 2017	09-12/01/18 à l'INFA de Tové (Kpalimé)
<b>PNUD</b>	Echange d'information sur la gestion de l'information en matière de monitoring des droits de l'homme au Togo	15/01/18 à 15h au PNUD
<b>Primature</b>	Lancement et validation du plan d'action de la Cellule Climat des Affaires	30/01/18 à 8h 30 à l'Hôtel Sarakawa
<b>Présidence de la République</b>	Concertation et échange sur la réorientation du PND (2018-2022)	07/02/18 à 9H à la Présidence de la République
<b>Ministère de la Décentralisation</b>	Journée d'information sur les maisons de la justice	12/02/18 à la salle de conférence de la Sazof
<b>Ministère de la Planification</b>	Validation du bilan commun pays et du rapport de l'évaluation de l'UNDAF 2014-2018	13/02/18 0 9h à l'Hôtel Sarakawa
<b>Ministère de la Planification</b>	Réunion thématique sur les axes stratégiques du PND	06-06/3/18 à 8h au Relais de la Caisse
<b>Borne Fonden</b>	Campagne de plaidoyer « un acte de naissance de qualité pour chaque enfant au Togo »	09/3/18 à 8h 30 à l'Hôtel La Concorde
<b>PRO-CEMA (Programme de Consolidation de l'Etat et du Monde Associatif)</b>	Présentation du Pro-Cema aux jeunes femmes des associations suivies d'une discussion sur l'approche genre	09/3/18 de 09h à 11h à son siège à Forever



<b>Sur le plan international</b>		
<b>BID</b>	Réception du 13 <sup>ème</sup> Prix de la Banque Islamique de Développement (BID) pour la contribution des femmes au développement 1439H (2018G) gagné par le GF2D suite à l'appel à candidature proposé par Mme la Ministre de l'Action Sociale.	03 Avril 2018 à Tunis
<b>IAMANEH</b>	Rencontre des partenaires IAMANEH	04 au 20 juin 2018 en Suisse
<b>UNFPA</b>	Rencontre d'échanges	22 Aout 2018
<b>UNFPA</b>	Réunion du comité Africain d'experts en population	29 septembre au 02 octobre 2018 à Accra

### 2.3. Difficultés et approches de solution

#### *Au niveau du programme socio-économique*

- Retard dans la mise à disposition des fonds pour les activités
- Réaction tardive des autorités nationales concernant la mise en place des comités locaux de surveillance sur les frontières

#### *Au niveau du programme des services juridiques*

- Les centres d'écoute ne disposent pas de moyens pouvant contraindre les personnes de répondre aux invitations ou d'honorer leurs engagements ;
- les centres d'écoute ont enregistré des invitations non honorés dus parfois aux abandons et renoncations de procédures judiciaires ,parfois à la décision des victimes de régler le problème en famille
- Nombreux sont les visiteurs qui sollicitent une aide financière par ce que ne disposant pas d'une activité génératrice de revenus;
- L'absence d'infrastructures pouvant accueillir les victimes avant l'ouverture de toute procédure judiciaire ;
- Insuffisance de moyens financiers pouvant couvrir les frais de gestion des centres d'écoutes, le suivi des cas, les activités de sensibilisation et d'émissions radiophoniques ;
- Vu le taux de demande importante en établissement de pièces administratives, augmenter la subvention pour l'établissement des pièces administratives.

#### *Au niveau du programme du PECIF*

- Insuffisance de financement pour le passage à l'échelle de l'Académie
- Réticence des présidents des partis politiques à intégrer les femmes aux postes de responsabilité

#### *Au niveau du programme des jeunes*

- Perturbations subies par le système scolaire lors de l'année scolaire 2017-18.
- Par ailleurs, le décès de la Chargée du programme des jeunes Anoko Maryse LAWSON a ralenti la nouvelle dynamique enclenchée à l'aube de la nouvelle année scolaire 2018-19.
- Cependant, cet impact a été amoindri grâce à une organisation des tâches qui a permis de préparer en amont des activités qui ne nécessitaient plus que des autorisations officielles ou la présence de budget.
- Faible engagement des parents dans le suivi des clubs.

## 2.4 Perspectives

- Nouer un partenariat stratégique avec les structures de l'Etat (DSM/PPF, DRS, DPS, DGDF) afin d'assurer un bon ancrage institutionnel et la durabilité des actions,
- Développer des partenariats stratégiques avec les organisations, des acteurs judiciaires, de la santé pour les actions de préventions et de prise en charge des femmes et filles victimes de violences.
- Assurer le passage à l'échelle de nos actions (Elaborer et mettre en œuvre un programme triennal d'envergure nationale en matière de l'engagement des hommes et des garçons en matière de SSRD et VBG)
- Rendre opérationnelle la ligne verte et faire le suivi des cas pour une meilleure prévention des violences faites aux femmes et aux filles
- Améliorer la visibilité des outils de sensibilisation et la stratégie de communication (conception de sketches, de grands panneaux publicitaires) □ Capitaliser les acquis et les bonnes pratiques
- Formaliser un cadre de collaboration entre les centres d'écoute, les agents de sécurité et la justice pour la prise en charge des victimes de violences
- Assurer une prise en charge holistique des victimes de violences
- Etendre le portefeuille des projets/programmes
- Introduire de nouvelles thématiques dans nos interventions: l'accès des femmes et des filles à l'eau potable, à l'assainissement, les femmes et le changement climatique
- Diversifier la cible de l'Académie (Outiller les jeunes sur la gouvernance locale et la citoyenneté)

## Conclusion

Treize (13) projets ont été mis en œuvre durant l'année 2018 avec un accompagnement technique et financier de douze (12) partenaires. Ces différents projets ont permis au GF2D d'offrir de meilleurs services aux femmes et filles pour leur faciliter la jouissance de leurs droits. Conscient que le droit que est un outil de développement et d'autonomisation, Il est important de renforcer les différentes interventions pour une prise en charge efficace des victimes des violences basées sur le genre. Des stratégies nouvelles et des axes innovants doivent-ils être identifiés. Dans un contexte de préparation d'organisation des élections locales, le GF2D doit garder la veille pour que les femmes puissent participer à ce processus afin qu'elles soient réellement représentées dans les instances de décisions au niveau local.

**Nos remerciements à tous  
nos partenaires  
techniques et financiers**



**Groupe de réflexion et d'action Femme,  
Démocratie et Développement (GF2D)**

B.P. 14455 Lomé Tel (228) 22 61 49 25.

E-mail:gf2dcriff2@gmail.com

Facebook : GF2dCRIFF

Twitter : gf2dcriff

Site web: gf2dcriff.net